

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
49 bis rue Laplace
41000 Blois

Blois, le 19/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/03/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CHIESI SAS

11 Avenue Dubonnet
92400 Courbevoie

Références : VAT 2023-0227

Code AIOT : 0010009361

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/03/2023 dans l'établissement CHIESI SAS implanté 2 Rue des Docteurs Alberto et Paolo Chiesi 41260 La Chaussée-Saint-Victor. L'inspection a été annoncée le 10/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHIESI SAS
- 2 Rue des Docteurs Alberto et Paolo Chiesi 41260 La Chaussée-Saint-Victor
- Code AIOT : 0010009361
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement CHIESI exerce une activité de fabrication de médicaments sous forme de poudre et de conditionnement secondaire d'aérosols. Cet établissement emploie 134 salariés. Les activités du site sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30 août 2021. Le projet de remplacement du gaz propulseur des aérosols se poursuit. L'exploitant précise que

l'extension de son établissement réalisée dans ce cadre est qualifiée et validée, et qu'il a débuté la production des premiers lots utilisant le gaz R152a. Le remplacement du gaz R134a devrait s'achever en 2024, l'installation est actuellement en période transitoire et monte en puissance progressivement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- les suites de la précédente visite d'inspection du 16 juin 2022 ;
- les fluides frigorigènes fluorés avec l'application du règlement n°517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés, dit « F-Gaz »;
- le suivi des équipements sous pression.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
27	Vérification des échéances de l'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours
31	Stockage intermédiaire de R152a	Arrêté Préfectoral du 30/08/2021, article 5.1.3	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Situation administrative (rubrique ICPE 4718)	Décret du 21/11/2017, article I	/	Sans objet
17	Confinement	Règlement européen du 16/04/2014, article 3.2 et 3.3	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
30	Modification des quantités de R152a du stockage intermédiaire	Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article 1.2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Système de sécurité incendie	Arrêté Préfectoral du 30/08/2021, article 5.1.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
2	Moyens d'extinction	Arrêté Préfectoral du 30/08/2021, article 5.3.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
3	Organisation des stockages	Arrêté Préfectoral du 30/08/2021, article 5.1.3	Susceptible de suites	Sans objet
4	Surveillance des rejets canalisés	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3-IV	Susceptible de suites	Sans objet
5	Mesures de maîtrise des risques	Arrêté Préfectoral du 30/08/2021, article 5.2.5	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
6	Dispositions constructives et comportement au feu	Arrêté Préfectoral du 30/08/2021, article 5.1.1	Susceptible de suites	Sans objet
7	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 30/08/2021, article 5.1.4	Susceptible de suites	Sans objet
8	Situation administrative (rubrique ICPE 1185)	Décret du 22/10/2018, article I	/	Sans objet
10	Identification et connaissance des équipements	Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.2 et 3.3 (annexe)	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
11	Restrictions d'utilisation de fluides frigorigènes	Règlement européen du 16/04/2014, article 13.3	/	Sans objet
12	Mise en service d'un équipement	Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-79	/	Sans objet
13	Attestations des opérateurs	Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-78	/	Sans objet
14	Confinement – Carnet d'entretien des équipements	Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-82	/	Sans objet
15	Interdiction d'utilisation des HCFC	Règlement européen du 16/09/2009, article 5.1, 11.3, 11.4	/	Sans objet
16	Interdiction de recharge d'un équipement fuyard	Code de l'environnement du 16/10/2007, article R. 543-89	/	Sans objet
18	Détection de fuites	Règlement européen du 16/04/2014, article 5	/	Sans objet
19	Registre	Règlement européen du 16/04/2014, article 6	/	Sans objet
20	Contrôle périodique des équipements	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 4	/	Sans objet
21	Marque de contrôle – absence de fuite	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6	/	Sans objet
23	Marque de contrôle – détection de fuite	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 7	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
24	Liste des équipements sous pression fixes soumis au suivi en service	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	/	Sans objet
25	Vérification des échéances de la requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I	/	Sans objet
26	Contrôle de la présence des attestations d'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17	/	Sans objet
28	Contrôle de la plaque d'identification des ESP et du marquage de RP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.VI	/	Sans objet
29	Contrôle de l'état de l'équipement	Code de l'environnement du 02/12/2015, article L.557-29	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Système de sécurité incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/08/2021, article 5.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 16/06/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 04/08/2022
Prescription contrôlée : <p>Le compartimentage est associé au SSI (système de sécurité incendie), de même que le désenfumage et la mise à l'arrêt de certaines installations techniques.</p>
Constats : Pas de non-respect constaté (compte tenu de la modification en cours de la prescription traitée dans le cadre du PAC déposé le 27/02/2023). Le précédent constat relevé lors de la visite du 16/06/22 est soldé.
Observations : Lors de la précédente inspection du 16/06/22, il avait été relevé le constat suivant : "Le désenfumage des installations est partiellement associé au SSI." Suite à la VI du 16/06/22, l'exploitant avait transmis par courrier de réponse du 01/08/22 le plan des zones associées automatiquement au SSI (identifiées ZF-01). Seuls les dispositifs de désenfumage de la zone Production Aérosols (couloirs de circulation et ligne de conditionnement secondaire) sont reportés sur le panneau principal du SSI. Il en sera de même du projet d'extension pMDI2. Le reste du site fonctionne sur commandes locales manuelles. L'exploitant a ainsi indiqué que le libellé de l'article 5.1.1 de l'APA du 30/08/21 n'était pas approprié et ne reflétait pas la réalité des installations. Le désenfumage n'est en effet que partiellement associé au SSI. L'exploitant a proposé dans son courrier du 01/08/22 de transmettre un PAC pour corriger ce point de l'APA. Cette demande de modification de l'article 5.1.1 de l'APA du 30/08/21 a été intégrée dans le porter à connaissance déposé en DREAL le 27/02/23 et en cours d'instruction. Le constat relevé lors de la précédente inspection du 16/06/22 peut donc être considéré comme soldé eu égard à la modification en cours de la prescription associée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Moyens d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/08/2021, article 5.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 16/06/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : -
Prescription contrôlée : L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens précisés ci-après : <ul style="list-style-type: none"> - [...] une réserve d'eau de 280 m³ au minimum, située sur le parking du personnel, et alimentée par les eaux pluviales. L'exploitant s'assure que cette réserve est disponible en permanence en cas d'intervention. Deux aires de stationnement de 40 m² (4 x 10 m) accessibles en tout temps, via un cheminement stabilisé de 3 m de largeur et de 3,5 m de hauteur minimum, sont accolées à cette réserve, pour permettre la mise en aspiration des moyens du SDIS ; - un réseau fixe d'eau incendie [...] alimenté par une réserve d'eau de 1 088 m³ et une autre de 38 m³ (cuves sprinkler) [...] ; - une pomperie incendie adaptée permettant d'alimenter le réseau précité ; - [...] des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ; - des robinets d'incendie armés ; - des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles. <p>[...] Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. Un plan des moyens de lutte est tenu en permanence, de façon facilement accessible, à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.</p> <p>Sans préjudice d'autres réglementations, l'exploitant fait notamment vérifier périodiquement par un organisme extérieur les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie suivants selon la fréquence définie ci-dessous :</p> <ul style="list-style-type: none"> - extincteur : annuelle ; - robinets d'incendie armés (RIA) : annuelle ; - installations de désenfumage : annuelle ; - portes coupe-feu : semestrielle ; - installation de détection incendie et gaz : semestrielle ; - système d'extinction automatique à eau (sprinkler et déluge) : semestrielle ; - système d'extinction automatique à gaz : semestrielle.
Constats : Pas de non-respect constaté. Le précédent constat relevé lors de la visite du 16/06/22 est soldé.
Observations : Lors de l'inspection du 16/06/22, il avait été relevé le constat suivant : "L'exploitant n'a pas remis en conformité ses moyens de lutte contre l'incendie affectés par des défauts (sprinklage, deux portes coupe-feu)." Suite à la visite du 16/06/22, l'exploitant a indiqué dans son courrier de réponse daté du 01/08/22 : <ul style="list-style-type: none"> - avoir relancé son fournisseur pour la livraison et le remplacement des filtres de l'installation Sprinkler, sachant que ce prestataire subissait des problèmes d'approvisionnement de ces filtres (retour attendu pour fin octobre 2022). Selon l'exploitant, ces filtres n'ont aucun impact sur le bon

fonctionnement du groupe sprinkler (filtres à huile pour le moteur) ;
- avoir demandé à SIEMENS son maître d'œuvre un courrier/rapport d'intervention mentionnant que les défauts sur les portes coupe-feu n°90 (SAS P164) et PCF 081 ont bien été résolus (retour attendu pour fin août 2022).

Lors de l'inspection du 28/08/23, l'exploitant a remis en séance les modes de preuve suivants :
- Rapport d'intervention SITM France n°4778 en date du 31/08/22 attestant du changement des filtres huile et gasoil pour le groupe motopompe diesel source B ;
- Rapport d'intervention FIVO n°AFF00347 du 19/05/22 actant la résolution des écarts pour les PCF 81 (warehouse 3) et PCF 90 (warehouse 3), ce qui permet de solder le constat relevé lors de la précédente inspection du 16/06/22.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Organisation des stockages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/08/2021, article 5.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 16/06/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : - • date d'échéance qui a été retenue : -
Prescription contrôlée : Stockage de gaz inflammable liquéfié - Gaz R152a (deux isotanks de 14,5 m ³) : <ul style="list-style-type: none"> - détection incendie - moyens de lutte contre l'incendie Isotanks placés à 65 m des bâtiments et à 50 m des limites de propriété ; - protection de la chaleur par un toit ; - bouclier solaire sur cuve - détection de fuite ; - douche de refroidissement (déluge) ; - isotanks protégés contre les chocs ; - système de branchement sécurisé avec vanne de type « Arta » pour sécuriser la phase de raccordement ; - adéquation du matériel électrique ; - mise à la terre. Stockage intermédiaire - Éthanol (une cuve fixe en inox de 6 m ³ , quatre cuves mobiles de 1 m ³) et Gaz R152a (quatre cuves de 1 m ³) : <ul style="list-style-type: none"> - mur coupe-feu REI 120 entre les stockages d'éthanol et de gaz ; - détection incendie ; - moyens de lutte contre l'incendie ; - protection de la chaleur par un toit ; - dispositifs d'absorption ; - détection de fuite au niveau de la rétention ; - détection de niveau de remplissage avec alarme sonore en cas de niveau haut ; - adéquation du matériel électrique. Entrepôt de stockage des aérosols - Aérosols contenant notamment du gaz R152a, de l'éthanol et le principe actif (3 000 000 de générateurs d'aérosols) : <ul style="list-style-type: none"> - mur coupe-feu REI 60 (séparation de l'échantillothèque et de la chambre froide n° 4 du reste de l'entrepôt) ; - détection incendie ; - sprinklage ; - moyens de lutte contre l'incendie ; - cages de stockage ; [...] - mise à la terre.
Constats : Pas de non respect constaté eu égard à la modification en cours de la prescription associée et des justificatifs apportés. Le précédent constat relevé lors de la visite du 16/06/22 est soldé.
Observations : Lors de l'inspection du 16/06/22, il a été relevé le constat suivant : "L'exploitant doit démontrer la suffisance des dispositions de mise à la terre des racks métalliques de son entrepôt de stockage des aérosols".

Suite à la visite du 16/06/22, l'exploitant a indiqué dans son courrier de réponse daté du 01/08/22 qu'il allait faire effectuer des mesures de résistivité des racks par une société spécialisée ; en fonction des résultats, l'exploitant aviserait si besoin de faire une mise à la terre réelle des racks (retour attendu pour le 31/12/22).

Lors de l'inspection du 28/03/23, l'exploitant a indiqué en séance avoir rédigé dans son DDAE que les racks permettant le stockage des aérosols étaient mis à la terre, disposition qui a été reprise lors de la rédaction de l'APA. Néanmoins, il s'agissait d'une erreur car cette zone n'étant pas classée ATEX, il n'y aucune obligation de mise à la terre. Par ailleurs, ces stockages sont sprinklés. Pour appuyer son argumentaire, l'exploitant a remis en séance un mail de l'APAVE datant du 30/08/22 confirmant qu'au regard du Code du travail, et notamment de l'arrêté du 26 décembre 2011 qui est le référentiel de contrôle lors des VP Electricité, la mise à la terre des racks de stockage des aérosols (MAG3) n'est pas requise, puisque hors zone ATEX.

L'exploitant sollicitera le retrait de cette disposition actuellement formalisée à l'article 5.1.3 de son APA dans le cadre d'un PAC à venir complémentaire de celui du 27/02/23 déjà déposé et en cours d'instruction. Le constat relevé lors de la précédente inspection du 16/06/22 peut donc être considéré comme soldé eu égard à la modification en cours de la prescription associée et des justificatifs apportés.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Surveillance des rejets canalisés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3-IV
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 16/06/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : -• date d'échéance qui a été retenue : -
Prescription contrôlée : <p>Le premier contrôle est effectué [par un organisme agréé par le ministre de l'environnement ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA)] quatre mois au plus tard après la mise en service de l'installation.</p>
Constats : Pas de non respect constaté. Le constat relevé lors de la visite précédente du 16/06/22 est soldé.
Observations : Lors de l'inspection du 16/06/22, il avait été relevé le constat suivant : "L'exploitant n'a pas fait procéder, dans un délai de quatre mois suivant sa mise en service, au contrôle des rejets atmosphériques de sa nouvelle chaudière (rejet n°3) par un organisme dûment accrédité". <p>Suite à la visite du 16/06/22, l'exploitant a indiqué dans son courrier de réponse daté du 01/08/22 avoir mandaté une intervention de mise en service de la nouvelle chaudière (rejet n°3) par un organisme accrédité COFRAC (retour attendu pour le 30/09/22).</p> <p>Lors de l'inspection du 28/03/23, l'exploitant a remis en séance le rapport n° 333781902.2.R du 06/09/22 de mesures des émissions atmosphériques réalisé par BUREAU VERITAS (accréditation COFRAC n°1-6258 ; intervention du 08/08/22).</p> <p>Les rejets de cette chaudière sont conformes aux valeurs limites définies dans l'AM du 3 août 2018 relatif aux installations de combustion soumises à déclaration pour la rubrique ICPE 2910. Le constat relevé lors de la visite du 16/06/22 est donc levé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Mesures de maîtrise des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/08/2021, article 5.2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 16/06/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : -
Prescription contrôlée : <p>Les mesures de maîtrise des risques (MMR) prises en compte dans l'évaluation de la probabilité d'un phénomène dangereux sont en place, exploitées, maintenues et testées de manière à atteindre les performances démontrées dans le dossier de demande d'autorisation environnementale susvisé.</p> <p>Sont considérées comme mesures de maîtrise des risques les mesures figurant dans le tableau n° 32 de l'étude des dangers du dossier visé à l'article 1.3 du présent arrêté. Un document listant les mesures de maîtrise des risques figurant au dossier de demande d'autorisation environnemental susvisé est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées et lui est communiqué sur demande. Ce document doit indiquer a minima l'identification de la mesure en référence au dossier, son objectif, son niveau de confiance, les scénarios sur lesquels elle intervient, la cinétique de mise en œuvre de la réponse attendue et son indépendance des autres MMR.</p> <p>Ces dispositifs sont contrôlés périodiquement et maintenus au niveau de fiabilité décrit dans l'étude de dangers, en état de fonctionnement selon des procédures écrites. Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées. [...]</p>
Constats : Pas de non-respect constaté. Le constat relevé lors de la précédente visite du 16/06/22 est levé.
Observations : Lors de la précédente inspection du 16/06/22, il avait été relevé le constat suivant : "L'exploitant n'a pas mis en œuvre les modalités d'identification, d'exploitation et de maintenance des MMR de son établissement". <p>Suite à l'inspection du 16/06/22, l'exploitant a indiqué dans son courrier de réponse daté du 01/08/22 qu'un document listant les MMR de l'établissement, ainsi que, pour chacune d'entre elles, son objectif, son niveau de confiance, les scénarios sur lesquels elle intervient, la cinétique de mise en œuvre de la réponse attendue et son indépendance par rapport aux autres MMR serait finalisé et transmis à la DREAL avant le 31/12/22.</p> <p>Lors de l'inspection du 28/03/23, l'exploitant a présenté en séance les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Tableau excel « Gestion des MMR » créé le 10/10/22 identifiant clairement les MMR de l'établissement, ainsi que, pour chacune d'entre elles, son objectif, son niveau de confiance, les scénarios sur lesquels elle intervient, la cinétique de mise en œuvre de la réponse attendue et son indépendance par rapport aux autres MMR ; - Tableau excel « Plan de surveillance SSEE du site » mis à jour le 18/02/22 définissant les échéances des contrôles périodiques et des opérations de maintenance pour les MMR du site. Le constat relevé lors de la visite du 16/06/22 est donc levé. <p>A noter que la cohérence de la liste de MMR figurant dans les documents susvisés avec celle figurant dans l'EDD n'a pas été examinée en séance faute de temps.</p>

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Dispositions constructives et comportement au feu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/08/2021, article 5.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 16/06/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) :- • date d'échéance qui a été retenue : -
Prescription contrôlée : Entrepôts : <ul style="list-style-type: none"> - Local, sol, toiture : Matériaux de classe A1 selon NF EN 13 501-1 ; - Portes et fermetures résistantes au feu (y compris celles comportant des vitrages et des quincailleries) et leurs dispositifs de fermeture EI 120. - Parois de degré REI 120 (les locaux de production et administratifs et l'ensemble des locaux de l'extension sont protégées des cellules dites 1510 par des murs coupe-feu de degré 2 heures jusqu'en toiture. Un prolongement vertical extérieur de 1 m de haut au droit du franchissement ou un parement interne à l'un des 2 volumes, en sous-face de la toiture pare-flamme de degré 1/2 heure sur 4 mètres complète la césure entre ces volumes). Locaux de remplissage des aérosols : <ul style="list-style-type: none"> - Local, sol, toiture : Matériaux de classe A1 selon NF EN 13 501-1 ; - Sol avec revêtement PVC antistatique ; - Porte coupe-feu de degré EI 120 ; - Parois de degré REI 120 (l'ensemble du procédé « gaz HFA », composé du local de remplissage éthanol et principe actif et du local de remplissage gaz, est isolé des locaux contigus par des murs REI120 et des portes coupe-feu de degré EI 120. Les murs contigus de cette enclave avec des locaux (production ou autres) sont prolongés d'un mur coupe-feu de degré 1 h au-dessus de la toiture. Les portes coupe-feu séparant le local de remplissage éthanol et principe actif et le local de remplissage gaz sont de degré EI 60 et dotées de fermes-portes. Un bloc-porte coupe-feu de degré minimal EI 60 avec ferme-porte est prévu entre le local remplissage des gaz propulseurs et les 2 locaux stockages gaz, au niveau du couloir).
Constats : Pas de non-respect constaté. Le constat relevé lors de la précédente inspection du 16/06/22 est levé.
Observations : Lors de l'inspection du 16/06/22, il avait été relevé le constat suivant : "L'exploitant doit justifier que l'ensemble des traversées du mur REI 120 entourant l'entrepôt de stockage des aérosols possède une résistance au feu de degré EI 120." <p>Suite à la visite du 16/06/22, l'exploitant a indiqué dans son courrier de réponse du 01/08/22 avoir demandé à son maître d'œuvre de lui transmettre un courrier attestant (fiches techniques des équipements à l'appui) que les traversées citées dans le rapport DREAL du 30/06/22 possède bien une résistance au feu de degré EI120 (retour attendu pour le 30/09/22).</p> <p>Lors de la visite du 28/08/23, l'exploitant a remis en séance l'attestation IDEC SANTE du 28/09/22 attestant des dispositions constructives relatives au comportement au feu pour le mur REI 120 entourant l'entrepôt de stockages des aérosols. Ceci permet de solder le constat relevé lors de la visite du 16/06/22.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/08/2021, article 5.1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 16/06/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) :-• date d'échéance qui a été retenue : -
Prescription contrôlée : <p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p>
Constats : Pas de non-respect constaté. Le constat relevé lors de la précédente visite du 16/06/22 est soldé.
Observations : Lors de la précédente visite du 16/06/22, il avait été relevé le constat suivant : "Certaines déficiences affectant l'installation électrique de l'établissement n'ont pas été résorbées par l'exploitant". Suite à l'inspection du 16/06/22, l'exploitant a indiqué dans son courrier de réponse du 01/08/22 qu'il restait deux déficiences électriques non clôturées suite au dernier rapport de vérification des installations électriques (intervention de novembre 2021). Lors de la visite du 28/03/23, l'exploitant a remis en séance les ordres de travail CHIESI (référéncés n° 505615 du 31/08/22 et n°439932 du 02/09/22) attestant de la résorption des deux écarts qui restaient à traiter suite à l'intervention de novembre 2021 sur les installations électriques. Ceci permet de solder le constat relevé lors de l'inspection du 16/06/22. En séance le 28/03/23, l'exploitant a par ailleurs remis le dernier rapport de vérification des installations électriques daté du 14/11/22 (référence n°054371.01.60.22 N001.ELAR 201) qui indique que deux nouveaux écarts sont en cours de traitement. Les actions correctives associées correspondent à des mises à jour documentaires (Cf. ordres de travail CHIESI n°567575 et 567580 remis en séance).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Situation administrative (rubrique ICPE 1185)

Référence réglementaire : Décret du 22/10/2018, article I
Thème(s) : Actions nationales 2023, Nomenclature ICPE (décret créant la rubrique 1185)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Décret n°2018-900 du 22 octobre 2018 créant la rubrique 1185 :</p> <p>Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage)</p> <p>1. Fabrication, conditionnement et emploi autres que ceux mentionnés au 2 et à l'exclusion du nettoyage à sec de produits textiles visé par la rubrique 2345, du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visées par la rubrique 2564, de la fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique d'hydrocarbures halogénés visée par la rubrique 3410-f et de l'emploi d'hexafluorure de soufre dans les appareillages de connexion à haute tension.</p> <p>Le volume des équipements susceptibles de contenir des fluides étant :</p> <p>a) Supérieure à 800 l (A)</p> <p>b) Supérieure à 80 l, mais inférieure ou égale à 800 l (D)</p> <p>2. Emploi dans des équipements clos en exploitation :</p> <p>a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg (DC)</p> <p>b) Équipements d'extinction, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 200 kg (D)</p> <p>3. Stockage de fluides vierges, recyclés ou régénérés, à l'exception du stockage temporaire :</p> <p>1. Fluides autres que l'hexafluorure de soufre : la quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) En récipient de capacité unitaire supérieure ou égale à 400 l (D)</p> <p>b) Supérieure à 1 t et en récipients de capacité unitaire inférieure à 400 l (D)</p> <p>2. Cas de l'hexafluorure de soufre : la quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 150 kg quel que soit le conditionnement (D)</p>
<p>Constats : Pas de non-respect constaté. Le site est bien soumis à la rubrique ICPE 1185-2-a (déclaration DC) concernant l'emploi de fluides frigorigènes dans ses équipements.</p>
<p>Observations : Sur demande de l'inspection en préparation de la visite du 28/03/23, l'exploitant a transmis par courriel du 22/03/23 la liste des fluides frigorigènes (FF) détenus sur son site (nature, composition, quantités). Quantité TOTALE cumulée de fluide présent dans les équipements (de capacité unitaire supérieure à 2kg) : 350,2 kg, ce qui est inférieure à la quantité autorisée (1097.5 kg) dans leur APA du 30/08/21. Site toujours soumis à la rubrique ICPE 1185-2-a (déclaration DC).</p> <p>En consultant cette liste, l'inspection a relevé qu'un certain nombre d'équipements contenant des HFC ont fait l'objet de changement de fluide frigorigène vers des fluides moins émetteurs de gaz à effet de serre. Des explications sur les changements de FF ainsi que sur les déposes d'anciens équipements ont été apportées par l'exploitant.</p> <p>L'inspection a également vérifié par sondage le calcul de charge équivalente en tonnes CO2 effectué par l'exploitant pour chaque équipement de capacité unitaire supérieure à 2 kg de FF. Pas d'écart constaté.</p> <p>L'inspection a demandé à consulter en séance la FDS du fluide frigorigène R1234ze présent dans le refroidisseur CTA2 (nom du FF : Soltice®ze R 1234ze). Cette fiche n° 101123400 a été éditée par CLIMALIFE en date du 02/09/15 et est conforme aux règlements REACH et CLP.</p>

État des stocks à la date du 28/03/23 : L'APA du 30 août 2021 indique en phase de remplacement du gaz R134a un stockage maximal de 44 000 litres de R134a ainsi que 6000 litres de R152a. Or, le jour de la visite du 28/03/23, l'exploitant a fait part à l'inspection de l'état des stocks suivant en fluides :

- R134a : 20 472 litres < 44000 litres.

- R152a : 13621 litres > 6000 litres mais < 33000 litres (quantité finale attendue après remplacement du gaz R134a par du R152a).

La quantité totale de FF stockée (sous forme FF vierges, recyclés ou régénérés) était de 34093 litres le jour de l'inspection, ce qui n'excède pas le maximum autorisé dans l'APA du 30/08/21 (50 000 litres).

Le site reste donc également soumis à la rubrique 1185-3-1-a sous le régime de déclaration.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Situation administrative (rubrique ICPE 4718)

Référence réglementaire : Décret du 21/11/2017, article I
Thème(s) : Situation administrative, Nomenclature ICPE (décret modifiant la rubrique 4718)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Décret n°2017-1595 du 21 novembre 2017 modifiant la rubrique 4718 :</p> <p>Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène)</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations (*) y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées hors gaz naturellement présent avant exploitation de l'installation) étant :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Pour le stockage en récipients à pression transportables <ol style="list-style-type: none"> a. Supérieure ou égale à 35 t (A-1) b. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 35 t (DC) 2. Pour les autres installations <ol style="list-style-type: none"> a. supérieure ou égale à 50 t (A-1) b. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50 t (DC)
<p>Constats : Le fluide R152a entreposé par CHIESI en phase de remplacement du R134a dispose de propriétés inflammables et devrait bénéficier d'un double classement ICPE en rubriques 1185-3-1-a et 4718-1-b, ce qui n'est actuellement pas le cas (classement uniquement sous la rubrique 1185).</p>
<p>Observations : L'APA du 30 août 2021 ne classe actuellement pas les installations exploitées par CHIESI pour le stockage intermédiaire de gaz R152a sous la rubrique 4718. Pourtant le fluide R152a dispose de propriétés inflammables. Il devrait donc bénéficier d'un double classement ICPE en rubriques 1185-3-1-a (déjà le cas) et 4718-1 au regard des quantités en présence au niveau du stockage intermédiaire. Il est à noter que les grands récipients vrac contenant le R152a sont des ESPT et donc redevables du classement sous la rubrique 4718-1. Lorsque les fluides frigorigènes étaient anciennement classés sous la rubrique 4802, il n'y avait pas de double classement possible avec une autre rubrique 4XXX. Depuis le remplacement de la rubrique 4802 par la 1185, le double classement doit être envisagé si les FF ont également des propriétés inflammables.</p> <p>Compte tenu de l'état des stocks présenté en séance le jour de la visite du 28/03/23 (13621 litres de R152a, soit environ 12,4 tonnes), le site devrait donc être également classé au titre de la rubrique 4718-1-b en régime de déclaration DC. Le classement retenu pour le site CHIESI ne reflète donc pas actuellement la réalité des installations de stockage intermédiaire du R152a et doit donc de fait être mis à jour.</p> <p>L'exploitant adressera à l'inspection des installations classées un avenant à son PAC déjà déposé en début d'année en mettant à jour son tableau de classement et en intégrant le classement au titre de la 4718-1-b pour son stockage intermédiaire de R152a (en phase de remplacement du R134a ainsi qu'après remplacement du R134a (maximum 33000 litres de R152a).</p> <p>L'exploitant devra également justifier du respect des dispositions de l'AM du 23/08/05.</p> <p>Afin d'être certain de ne pas dépasser le seuil de déclaration au titre de la 4718-1-b, l'exploitant ne devra pas dépasser les 35 tonnes de R152-a en stockage intermédiaire, sinon il basculera en régime d'autorisation.</p> <p>A noter par ailleurs que lorsque le FF R152-a est considéré en tant que produit fini sous forme d'aérosols, il est classé sous la rubrique 4320-2 (aérosols) comme cela est déjà prévu dans l'APA du</p>

30/08/21 (pas de double classement au titre des rubriques 4XXX).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Identification et connaissance des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.2 et 3.3 (annexe)
Thème(s) : Actions nationales 2023, Identification des équipements concernés
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Arrêté du 04/08/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4802 (Rubrique devenue la rubrique 1185 depuis le 25 octobre 2018).</p> <p>Annexe 1 Point 3.2 : Etiquetage des équipements contenant des fluides Les équipements clos en exploitation comportent un étiquetage visible sur la nature du fluide et la quantité de fluide qu'ils sont susceptibles de contenir.</p> <p>Point 3.3 : Etat des stocks de fluides L'exploitant tient à jour un inventaire des équipements et des stockages fixes qui contiennent plus de 2 kg de fluide présents sur le site précisant leur capacité unitaire et le fluide contenu, ainsi que la quantité maximale susceptible d'être présente dans des équipements sous pression transportables ou dans des emballages de transport.</p>
Constats : Pas de non-respect constaté sur l'étiquetage ni sur l'inventaire des équipements contenant des fluides frigorigènes.
<p>Observations : En préparation de la visite du 28/03/23, l'exploitant a transmis l'état des stocks des fluides frigorigènes (FF) détenus sur son site : liste des équipements contenant plus de 2 kg de FF, capacité, nature de fluide.</p> <p>L'exploitant a une bonne connaissance de ces équipements.</p> <p>Lors de la visite de terrain du 28/08/23, il a pu être constaté que les équipements suivants comportaient bien un étiquetage conforme avec la quantité et la nature de FF qu'il contiennent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - VRV Administratif CLIM (R410A - 35,3 kg) ; - VRV Principal Salle informatique (R410A - 5 kg) ; - Chiller POLARIS (R407C - 8,3 kg).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Restrictions d'utilisation de fluides frigorigènes

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/04/2014, article 13.3
Thème(s) : Actions nationales 2023, Interdiction de certains fluides frigorigènes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Règlement 517/2014 Article 13 – Restrictions d'utilisation [....]</p> <p>3. A partir du 1er janvier 2020, l'utilisation de gaz à effet de serre fluorés dont le potentiel de réchauffement planétaire est supérieur ou égal à 2 500 pour l'entretien ou la maintenance des équipements de réfrigération, ayant une charge de 40 tonnes équivalent CO2 ou plus, est interdite.</p> <p>Le présent paragraphe ne s'applique pas aux équipements militaires ni aux équipements destinés à des applications conçues pour refroidir des produits à une température inférieure à – 50 °C.</p> <p>Jusqu'au 1er janvier 2030, l'interdiction visée au premier alinéa ne s'applique pas aux catégories de gaz à effet de serre fluorés suivantes :</p> <p>a) les gaz à effet de serre fluorés régénérés dont le potentiel de réchauffement planétaire est supérieur ou égal à 2 500 et qui sont utilisés pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération existants, à condition qu'ils soient étiquetés conformément à l'article 12, paragraphe 6 ;</p> <p>b) les gaz à effet de serre fluorés recyclés dont le potentiel de réchauffement planétaire est supérieur ou égal à 2 500 et qui sont utilisés pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération existants, à condition qu'ils aient été récupérés à partir de ce type d'équipements.</p> <p>Ces gaz recyclés ne peuvent être utilisés que par l'entreprise qui les a récupérés dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien ou par l'entreprise pour le compte de laquelle la récupération a été effectuée dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien.</p> <p>Annexe III</p> <p>Est interdite à partir du 1er Janvier 2022 :</p> <p>12. La mise sur le marché de réfrigérateurs et congélateurs à usage commercial (équipements hermétiquement scellés) contenant des HFC dont le PRP est supérieur ou égal à 150,</p> <p>13. La mise sur la marché de systèmes de réfrigération centralisés multipostes à usage commercial d'une capacité nominale supérieure ou égale à 40 kW et qui contiennent des gaz à effet de serre fluorés dont le PRP est supérieur ou égal à 150, ou qui en sont tributaires, à l'exception des circuits primaires de réfrigération des systèmes en cascade dans lesquels des gaz à effet de serre fluorés dont le PRP est inférieur à 1500 peuvent être utilisés.</p>
Constats : Pas de non respect constaté.
Observations : Il a été vérifié en séance lors de la visite du 28/03/23 que l'exploitant n'a pas utilisé de gaz fluorés vierges dont le PRP est supérieur à 2500 pour l'entretien ou la maintenance de ces équipements.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Mise en service d'un équipement

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-79
Thème(s) : Actions nationales 2023, Prévention des fuites
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article R. 543-79 du code de l'environnement Le détenteur d'un équipement dont la charge en HCFC est supérieure à deux kilogrammes, ou dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à cinq tonnes équivalent CO2 au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, fait procéder, lors de la mise en service de cet équipement, à un contrôle d'étanchéité des éléments assurant le confinement du fluide frigorigène par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne et traduit en langue française. [...]
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : Lors de la visite du 28/03/23, il a été vérifié sur un équipement récent que l'opérateur ayant assuré sa mise en service disposait bien d'une attestation de capacité conforme : - Equipement CLIM Cantine (R410A ; mise en service avril 2022 faite par opérateur TUNZINI TOURS (attestation de capacité n° 2801866 - catégorie 1 - froid et climatisation). Validité de l'attestation vérifiée sur le site SYDEREP.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Attestations des opérateurs

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-78
Thème(s) : Actions nationales 2023, Intervention sur le circuit des fluides frigorigènes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article R. 543-78 du code de l'environnement</p> <p>Tout détenteur d'équipement est tenu de faire procéder à sa charge en fluide frigorigène, à sa mise en service ou à toute autre opération réalisée sur cet équipement qui nécessite une intervention sur le circuit frigorifique par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne et traduit en français.</p> <p>L'assemblage d'un équipement ou des circuits contenant ou conçus pour contenir des fluides frigorigènes, y compris l'opération au cours de laquelle les conduites de fluides frigorigènes sont connectées pour compléter un circuit frigorifique, est effectué par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne et traduit en français ou par une entreprise certifiée pour les opérations de brasage fort, brasage tendre ou soudure sous réserve que son activité soit encadrée par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne.</p> <p>Toutefois, le recours à un opérateur n'est pas obligatoire pour la mise en service des équipements à circuit hermétique, préchargés en fluide frigorigène, contenant moins de deux kilogrammes de fluide dès lors que leur mise en service consiste exclusivement en un raccordement à des réseaux électrique, hydraulique ou aéraulique.</p> <p>Le respect des dispositions du présent article est démontré par la remise d'une copie de l'attestation de capacité mentionnée à l'article R. 543-99 ou du certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne.</p>
Constats : Pas de non-respect constaté.
<p>Observations : Les contrôles d'étanchéité sur les équipements contenant des fluides frigorigènes sont réalisés par des opérateurs externes (opérations nécessitant d'accéder aux circuits). D'après les infos transmises par l'exploitant en amont de la visite du 28/03/23, les principaux opérateurs extérieurs intervenant sur les équipements de production de froid chez CHIESI sont les suivants : AXIMA, CARRIER, TRANE.</p> <p>L'inspectrice a vérifié en préalable de la visite que les opérateurs étaient bien référencés dans la base SYDEREP. En séance le 28/03/23, l'exploitant a fourni les informations complémentaires et notamment les attestations papier correspondantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Attestation de capacité "secteur froid et climatisation" n° 15761 détenue par AXIMA REF (agence de Tours) – validité du 09/07/19 au 09/07/24 - catégorie n°1. - Attestation de capacité n° 750-R1 détenue par AXIMA Concept (agence de Notre Dame d'Oe)– datée du 23/12/18 (validité 5 ans). - Attestation de capacité n° 15192 détenue par TRANE Orléans et datée du 25/06/19 (validité 5 ans). - Attestation de capacité "secteur froid et climatisation" n° 117014 détenue par CARRIER à Anthony.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Confinement – Carnet d’entretien des équipements

Référence réglementaire : Code de l’environnement du 28/12/2015, article R. 543-82
Thème(s) : Actions nationales 2023, Prévention des fuites
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Article R. 543-82 du code de l’environnement : L’opérateur établit une fiche d’intervention pour chaque opération nécessitant une manipulation des fluides frigorigènes effectuée sur un équipement. Pour tout équipement dont la charge en HCFC est supérieure à trois kilogrammes ou dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à 5 tonnes équivalent CO2 au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, cette fiche est signée conjointement par l’opérateur et par le détenteur de l’équipement qui conserve l’original. L’opérateur et le détenteur de l’équipement conservent un exemplaire de cette fiche pendant au moins cinq ans à compter de la date de signature de la fiche et le tiennent à la disposition des opérateurs intervenant ultérieurement sur l’équipement et de l’administration. [...]</p>
Constats : Pas de non-respect constaté.
<p>Observations : Consultation en séance le 28/03/23 des fiches d’interventions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Équipement refroidisseur CTA Nexthaler (R134A) - CARRIER : dernier contrôle d’étanchéité réalisé le 24/02/23 (fiche d’intervention n°1677234048 consultée en séance) – fuite détectée sur circuit B – intervention sur équipement réalisée le 9/03/23 (fiche d’intervention n°139461 Cerfa 15497*02) – quantité de FF perdue : 12,06 kg. - Équipement CHF1 R8 groupe 1 – Contrôle d’étanchéité réalisé le 02/04/20 (fiche d’intervention n°302083192 consultée en séance) – Fuite détectée au refoulement du brin collecteur – réparation faite immédiatement (fiche d’intervention n°V*028-20013475). <p>L’inspection a pu vérifier par sondage :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la formalisation d’une fiche pour chaque intervention différente sur une équipement (contrôle d’étanchéité, réparation de fuite...) ; - la présence sur chaque fiche de la double signature (une par l’opérateur extérieur réalisant l’intervention et l’autre par le détenteur de l’équipement).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Interdiction d'utilisation des HCFC

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/09/2009, article 5.1, 11.3, 11.4
Thème(s) : Actions nationales 2023, Interdiction de certains fluides frigorigènes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Règlement n°1005/2009 du 16 septembre 2009 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone Article 5.1 : Mise sur le marché et utilisation de substances réglementées La mise sur le marché et l'utilisation de substances réglementées est interdite. Article 11.3 : Par dérogation à l'article 5, jusqu'au 31 décembre 2014, des hydrochlorofluorocarbures régénérés peuvent être mis sur le marché et utilisés pour la maintenance ou l'entretien des équipements de réfrigération, de climatisation et de pompes à chaleur existants, à condition que le récipient les contenant soit muni d'une étiquette précisant que la substance a été régénérée et contenant des informations sur le numéro de lot et sur le nom et l'adresse de l'installation de régénération. Article 11.4 : Jusqu'au 31 décembre 2014, des hydrochlorofluorocarbures recyclés peuvent être utilisés pour la maintenance ou l'entretien des équipements de réfrigération, de climatisation et de pompes à chaleur existants, à condition d'avoir été récupérés dans de tels équipements. Ils peuvent uniquement être utilisés par l'entreprise qui a effectué la récupération dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien ou pour laquelle la récupération a été effectuée dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien.
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : Aucune utilisation de fluides HCFC dans les équipements de CHIESI ou ou recharge faite avec des HCFC.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Interdiction de recharge d'un équipement fuyard

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/10/2007, article R. 543-89
Thème(s) : Actions nationales 2023, Prévention des fuites
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article R. 543-89 du code de l'environnement : Sous réserve des dispositions de l'article R. 543-90, toute opération de recharge en fluide frigorigène d'équipements présentant des défauts d'étanchéité identifiés est interdite.
Constats : Pas de non respect constaté.
Observations : La consultation en séance le 28/03/23 des fiches d'intervention sur les équipements contenant des fluides frigorigènes n'a mis en évidence aucun cas de recharge récurrente faite sur un équipement en particulier. Tous les équipements fuyards ont fait l'objet d'une réparation avant recharge ou sont actuellement à l'arrêt dans l'attente d'une réparation (cas de l'équipement Refroidisseur CTA Nexthaler - eau glacée - R134a - CARRIER).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/04/2014, article 3.2 et 3.3
Thème(s) : Actions nationales 2023, Prévention des fuites
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Règlement 517/2014 Article 3</p> <p>2. Les exploitants d'équipements contenant des gaz à effet de serre fluorés prennent des précautions pour éviter le rejet accidentel (ci-après dénommé « fuite ») de ces gaz. Ils prennent toutes les mesures techniquement et économiquement possibles afin de réduire au minimum les fuites de gaz à effet de serre fluorés.</p> <p>3. Lorsqu'une fuite de gaz à effet de serre fluoré est détectée, les exploitants veillent à ce que l'équipement soit réparé dans les meilleurs délais.</p> <p>Article 7 – Arrêté du 29/02/016 relatif à certains fluides frigorigènes et aux gaz à effet de serre fluorés</p> <p>Lorsque des fuites sont constatées lors du contrôle d'étanchéité de l'équipement (y compris contrôle de maintenance) et que l'opérateur ne peut y remédier sur-le-champ, il appose sur l'équipement la marque signalant un défaut d'étanchéité.</p> <p>La marque signalant le défaut d'étanchéité est constituée d'une vignette ayant la forme d'un disque rouge de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté. Cette marque est apposée sur la marque de contrôle d'étanchéité.</p> <p>Dans un délai maximal de 4 jours ouvrés après le contrôle d'étanchéité, des mesures sont mises en œuvre pour faire cesser la fuite ou à défaut l'équipement est mis à l'arrêt puis il est vidangé dans le même délai par un opérateur titulaire de l'attestation de capacité. Si l'équipement est constitué de plusieurs circuits, les circuits ou parties de circuits sur lesquels aucune fuite n'a été constatée peuvent rester en service et seuls les circuits ou parties de circuits sur lesquels la fuite a été constatée sont mis à l'arrêt et vidangés.</p> <p>La remise en service ne peut avoir lieu qu'après réparation de l'équipement.</p> <p>Les dispositions des deux alinéas précédents ne sont pas applicables si la mise à l'arrêt de l'équipement est de nature à porter atteinte à la sécurité ou à la sûreté d'exploitation d'installations classées pour la protection de l'environnement ou d'installations nucléaires de base. Dans ce cas l'équipement ne fait plus l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène jusqu'à réparation.</p>
<p>Constats : Suite au contrôle d'étanchéité mené sur l'équipement "refroidisseur CTA Nexthaler - CARRIER (R134a) le 24/02/23, l'exploitant n'a pas pu procéder à la mise à l'arrêt de l'équipement dans un délai de 4 jours (arrêt réalisé uniquement le 09/03/23 justificatif à l'appui).</p>
<p>Observations : Le jour de la visite du 28/03/23, l'inspection a consulté en séance :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la fiche d'intervention n°1677234048 relative au dernier contrôle d'étanchéité réalisé le 24/02/23 sur l'équipement refroidisseur CTA Nexthaler CARRIER (R134A) indiquant une fuite détectée sur le circuit B ; - la fiche d'intervention n°139461 relative à l'intervention (mise à l'arrêt) réalisée sur l'équipement précitée le 9/03/23 - quantité de FF perdue : 12,06 kg ; - le courrier adressé par CHIESI en date du 21/03/23 à l'opérateur AXIMA pour leur signaler le dépassement des 4 jours réglementaires dans la réalisation de l'intervention de sécurisation de l'équipement et leur rappeler les obligations liées à l'arrêté du 29 février 2016 et notamment son article 7. Dans ce courrier, l'exploitant rappelle ainsi à l'opérateur la nécessité que soit proposée immédiatement après un contrôle d'étanchéité, si constat de fuite, une date d'intervention permettant de sécuriser l'équipement fuyard dans des délais réglementaires.

<p>L'inspection considère que l'exploitant a fait les démarches nécessaires auprès de son opérateur AXIMA pour lui rappeler ses obligations réglementaires suite à la fuite détectée sur l'équipement refroidisseur CTA Nexthaler CARRIER. L'exploitant est toutefois toujours en attente d'un retour de la part de cet opérateur pour une date d'intervention pour réparation de l'équipement. Sur le terrain le 28/03/23, il a pu être vérifié que le circuit B de l'équipement refroidisseur CTA Nexthaler CARRIER était bien à l'arrêt (présence du macaron rouge).</p> <p>L'exploitant informera l'inspection des installations de la date d'intervention retenue par AXIMA pour effectuer la réparation de l'équipement précité et transmettra, une fois l'opération réalisée, la fiche d'intervention correspondante en mode de preuve.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : Détection de fuites

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/04/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2023, Présence d'un système de détection de fuite
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Règlement 517/2014 Article 5 - Systèmes de détection des fuites</p> <p>1. Les exploitants des équipements énumérés à l'article 4, paragraphe 2, points a) à d), et contenant des gaz à effet de serre fluorés dans des quantités supérieures ou égales à 500 tonnes équivalent CO2 veillent à ce que ces équipements soient dotés d'un système de détection de fuites permettant d'alerter, en cas de fuite, l'exploitant ou une société assurant l'entretien.</p> <p>2. Les exploitants des équipements visés à l'article 4, paragraphe 2, points f) et g), et contenant des gaz à effet de serre fluorés dans des quantités supérieures ou égales à 500 tonnes équivalent CO2 et qui ont été installés à partir du 1er janvier 2017, veillent à ce que ces équipements soient dotés d'un système de détection des fuites permettant d'alerter, en cas de fuite, l'exploitant ou une société assurant l'entretien.</p> <p>3. Les exploitants des équipements visés à l'article 4, paragraphe 2, points a) à d) et g), soumis au paragraphe 1 ou 2 du présent article veillent à ce que les systèmes de détection des fuites soient contrôlés au moins une fois tous les douze mois pour s'assurer de leur bon fonctionnement.</p> <p>4. Les exploitants des équipements visés à l'article 4, paragraphe 2, point f), qui sont soumis au paragraphe 2 du présent article veillent à ce que les systèmes de détection des fuites soient contrôlés au moins une fois tous les six ans pour s'assurer de leur bon fonctionnement.</p>
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : D'après la liste des équipements contenant des fluides frigorigènes transmise par l'exploitant par courriel du 22 mars 2023 en amont de la visite, CHIESI ne dispose pas d'équipement ayant des teneurs en GFES supérieures à 500 tonnes eq CO2. En conséquence aucun équipement n'est soumis à la mise en place de systèmes de détection de fuites.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/04/2014, article 6
Thème(s) : Actions nationales 2023, Prévention des fuites
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Règlement 517/2014 : Article 6 - Tenue de registres 1. Les exploitants d'équipements qui doivent faire l'objet d'un contrôle d'étanchéité au titre de l'article 4, paragraphe 1, établissent et tiennent à jour, pour chaque pièce de ces équipements, des registres dans lesquels ils consignent les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la quantité et le type de gaz à effet de serre fluorés installés ; b) les quantités de gaz à effet de serre fluorés ajoutées pendant l'installation, la maintenance ou l'entretien ou à cause d'une fuite ; c) la quantité de gaz à effet de serre fluorés installés qui a été éventuellement recyclée ou régénérée, y compris le nom et l'adresse de l'installation de recyclage ou de régénération et, le cas échéant, le numéro de certificat ; d) la quantité de gaz à effet de serre fluorés récupérée ; e) l'identité de l'entreprise qui a assuré l'installation, l'entretien, la maintenance et, le cas échéant, la réparation ou la mise hors service de l'équipement, y compris, le cas échéant, le numéro de son certificat ; f) les dates et les résultats des contrôles effectués au titre de l'article 4, paragraphes 1 à 3 ; g) si l'équipement a été mis hors service, les mesures prises pour récupérer et éliminer les gaz à effet de serre fluorés. <p>[...]</p>
Constats : Pas de non respect constaté.
<p>Observations : Lors de la visite du 28/03/23, l'exploitant a tenu à disposition de l'inspection l'ensemble des informations concernant les équipements avec fluides frigorigènes (quantité et type de gaz installés à la mise en service, quantité de fluide rechargée, recyclée, récupérée, les dates des interventions pour contrôles d'étanchéité ou pour autre intervention de réparation, les fiches d'intervention associées avec les attestations des opérateurs....).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 20 : Contrôle périodique des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2023, Fréquence des contrôles périodiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Arrêté ministériel du 29 février 2016 – Article 4 Le tableau de l'article 4 permet de déterminer la période maximale entre deux contrôles prévus à l'article 1er en fonction de la catégorie de fluide, de la charge de l'équipement et du type de système de détection de fuite.
Constats : Pas de non respect constaté.
Observations : D'après la liste des équipements avec fluides frigorigènes et le registre consultés en séance, l'exploitant respecte bien la fréquence de 6 mois entre deux contrôles pour les équipements dont la charge équivalente est supérieure à 50 tCO2 et a même généralisé cette fréquence pour certains équipements dont la charge équivalente est inférieure à 50 tCO2 (ex : équipement CHF2 R23) donc c'est une démarche plutôt conservatrice. Consultation faite en séance par sondage le 28/03/23 de quelques fiches de contrôle d'étanchéité dont la suivante : - Équipement MAGASIN Extension (CLIM – R410 HFC) – dernier contrôle périodique réalisé le 14/02/23 fiche n°1676394886.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 21 : Marque de contrôle – absence de fuite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6
Thème(s) : Actions nationales 2023, Marque de contrôle à apposer
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Arrêté ministériel du 29 février 2016 – Article 6 Quand il est établi à l'issue du contrôle d'étanchéité que l'équipement ne présente pas de fuites, l'opérateur appose sur l'équipement la marque de contrôle d'étanchéité. La marque de contrôle d'étanchéité est constituée d'une vignette adhésive ayant la forme d'un disque bleu de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté. Les vignettes sont apposées de manière à être visibles dans les conditions normales d'utilisation des équipements. La nouvelle vignette est substituée à la précédente. La marque de contrôle d'étanchéité indique la date limite de validité du contrôle d'étanchéité prévue à l'article 4 du présent arrêté. Si le contrôle d'étanchéité n'est pas renouvelé avant cette date, l'équipement ne peut faire l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène.
Constats : Pas de non respect constaté.
Observations : Lors de la visite de terrain du 28/03/03, il a pu être vérifié au niveau des équipements suivants contenant des fluides frigorigènes la présence d'un macaron bleu attestant l'absence de fuite détectée lors du dernier contrôle d'étanchéité. Il a par ailleurs été vérifié que la date de validité du contrôle n'était pas dépassée : <ul style="list-style-type: none">- Équipement VRV ADMINISTRATIF CLIM (R410A) : prochain contrôle en juillet 2023 ;- VRV Principal Salle informatique CLIM (R410A) : prochain contrôle en juin 2023 ;- Chiller POLARIS (R407C) : prochain contrôle en juin 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 23 : Marque de contrôle – détection de fuite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 7
Thème(s) : Actions nationales 2023, Marque de contrôle à apposer en cas de fuite
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Arrêté ministériel du 29 février 2016 – Article 7</p> <p>Lorsque des fuites sont constatées lors du contrôle d'étanchéité de l'équipement (y compris contrôle de maintenance) et que l'opérateur ne peut y remédier sur-le-champ, il appose sur l'équipement la marque signalant un défaut d'étanchéité.</p> <p>La marque signalant le défaut d'étanchéité est constituée d'une vignette ayant la forme d'un disque rouge de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté. Cette marque est apposée sur la marque de contrôle d'étanchéité.</p> <p>Dans un délai maximal de 4 jours ouvrés après le contrôle d'étanchéité, des mesures sont mises en œuvre pour faire cesser la fuite ou à défaut l'équipement est mis à l'arrêt puis il est vidangé dans le même délai par un opérateur titulaire de l'attestation de capacité. Si l'équipement est constitué de plusieurs circuits, les circuits ou parties de circuits sur lesquels aucune fuite n'a été constatée peuvent rester en service et seuls les circuits ou parties de circuits sur lesquels la fuite a été constatée sont mis à l'arrêt et vidangés.</p> <p>La remise en service ne peut avoir lieu qu'après réparation de l'équipement.</p> <p>Les dispositions des deux alinéas précédents ne sont pas applicables si la mise à l'arrêt de l'équipement est de nature à porter atteinte à la sécurité ou à la sûreté d'exploitation d'installations classées pour la protection de l'environnement ou d'installations nucléaires de base. Dans ce cas l'équipement ne fait plus l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène jusqu'à réparation.</p>
Constats : Pas de non respect constaté.
<p>Observations : Lors de la visite de terrain du 28/03/23, il a pu être vérifié l'arrêt de l'équipement suivant ainsi que la présence d'un MACARON Rouge apposé sur cet équipement attestant de la présence d'une fuite :</p> <p>- Circuit B de l'équipement Refroidisseur CTA Nexthaler (R314A) – « Équipement non étanche » avec n°5056877 correspondant au numéro de l'attestation de l'opérateur CARRIER figurant sur le macaron - Capteur HP.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 24 : Liste des équipements sous pression fixes soumis au suivi en service

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III
Thème(s) : Risques accidentels, Équipement sous pression
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification periodique. L'exploitant tient cette liste a la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils a pression.
Constats : Pas de non respect constaté.
Observations : En amont de la visite du 28/03/23, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées : <ul style="list-style-type: none">- par courriel du 22/03/03, la liste de ces ESP non soumis à Plan d'inspection.- par courriel du 27/03/23, une seconde liste pour les ESP soumis à PI (groupe froids). La consultation en séance de ces listes n'a pas mis en évidence de manquements particuliers. Chaque liste précise bien pour chaque équipement la date de la dernière inspection périodique et celle à venir, (idem pour la requalification). Des informations complémentaires sur le volume et la pression de chaque permettent de vérifier si l'équipement est soumis ou non au suivi en service.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 25 : Vérification des échéances de la requalification périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I
Thème(s) : Risques accidentels, Équipement sous pression
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ; - trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ; - six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ; - six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ; - six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ; - dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur. <p>Pour les extincteurs soumis à une pression maximale admissible de plus de 30 bar, la requalification périodique est réalisée à l'occasion du premier rechargement effectué plus de six ans après la requalification précédente, sans que le délai entre deux requalifications périodiques ne puisse excéder dix ans. Les autres extincteurs ne sont pas soumis à requalification périodique.</p>
Constats : Pas de non-respect constaté.
<p>Observations : En consultant la liste des ESP non soumis à PI, l'inspection des installations classées a relevé que l'échéance maximale des requalifications périodiques des équipements a été fixée à 10 ans à compter de la date de leur dernière épreuve soit la date de fabrication de l'équipement. Une seul équipement a été fabriqué en 2013 et doit donc faire l'objet d'une requalification périodique dans le courant de l'année 2023 ((cuve sécheur B1 n°APAVE G199180). Pour tous les autres équipements listés par CHIESI, les dernières épreuves remontent à 2017 (ex : vase d'expansion 1 GITRAL n° APAVE G205077), donc les prochaines requalifications périodiques ne sont attendues avant 2027.</p> <p>Considérant les échéances précitées sur les requalifications périodiques des équipements, il n'a pas été examiné la présence des dernières attestations de requalifications périodiques.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 26 : Contrôle de la présence des attestations d'inspection périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Équipement sous pression
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. L'inspection périodique est réalisée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, et pour les équipements revêtus intérieurement et/ou extérieurement non mis à nu, par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté ; - pour les autres équipements, sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition. <p>II. Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués.</p> <p>III. Le compte rendu est transmis à l'exploitant. Lorsqu'il comporte une ou plusieurs observations, l'exploitant contresigne le compte rendu.</p> <p>Lorsqu'une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, la remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération.</p> <p>L'organisme habilité émet un nouveau compte rendu prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.</p> <p>Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection périodique.</p>
Constats : Pas de non-respect constaté.
<p>Observations : Consultation en séance des attestations d'inspections périodiques disponibles dans le rapport APAVE du 25/01/22 n° R21.100.ORL.21044.00.I.001.PAOL.001 pour les équipements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Cuve Sécheur A1 n°APAVE G199179 ; - Cuve Sécheur B1 n°APAVE G199180 ; - Vase d'expansion n°2 GITRAL n°APAVE G205078. <p>Pour ces 3 équipements, les résultats des contrôles et essais menées lors de chaque IP sont satisfaisants. Résultat global satisfaisant de chaque IP. Les 3 attestations ont été signés électroniquement par l'OH.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 27 : Vérification des échéances de l'inspection périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I
Thème(s) : Risques accidentels, Équipement sous pression
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles.</p> <p>La période maximale est fixée au maximum à :</p> <p>1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ;</p> <p>2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide. Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté,</p> <p>Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.</p>
<p>Constats : Les condenseurs cryogéniques DECA n°G206760 à G206765 (installation POLARIS) n'ont pas fait l'objet d'une inspection périodique avant le 31/12/22.</p>
<p>Observations : En consultant en séance le 28/03/23 la liste des ESP non soumis à PI, l'inspection des installations classées a relevé que les équipements suivants étaient en dépassement d'échéance pour leur inspection périodique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Condenseurs cryogéniques DECA n°G206760 à G206765 (installation POLARIS). L'exploitant a justifié ce retard en présentant un courriel de Bureau Veritas daté du 24/03/23 indiquant qu'avant de pouvoir réaliser les IP sur les équipements précités, un certain nombre d'actions sont à solder dont notamment la réalisation des plans de contrôle suivant le guide AQUAP 2005/1 version 4. <p>L'exploitant devra réaliser ses plans de contrôle pour les 6 condenseurs cryogéniques DECA et fera réaliser par son organisme habilité Bureau Veritas l'inspection périodique de ces 6 équipements. Une fois l'opération réalisée, l'attestation d'inspection périodique correspondante sera transmise en mode de preuve à l'inspection des installations classées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 60 jours

N° 28 : Contrôle de la plaque d'identification des ESP et du marquage de RP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.VI
Thème(s) : Risques accidentels, Équipement sous pression
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En cas de succès de la requalification périodique d'un équipement, autre qu'une tuyauterie, l'organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté appose, au voisinage des marques réglementaires préexistantes, la date de la dernière opération de requalification périodique suivie de la marque dite à " tête de cheval ". Le marquage est effectué directement sur le corps de l'équipement ou, si cette apposition est susceptible d'altérer le niveau de sécurité de l'équipement, par tout autre moyen inaltérable jusqu'à la prochaine requalification selon des modalités définies par le ministre chargé de la sécurité industrielle.
Constats : Pas de non respect constaté pour l'équipement VASE d'EXPANSION 2 GITRAL.
Observations : Lors de la visite de terrain du 28/03/23, l'inspection est allée examiner la plaque d'identification de l'ESP suivant : VASE d'EXPANSION 2 GITRAL. Il a été procédé à un contrôle de cohérence des informations entre cette plaque et celles figurant sur l'attestation d'inspection périodique APAVE n°158605 du 25/01/22 (date de fabrication 2018 ; n° constructeur : 000001253016 ; pression maximale de service 6 bars ; volume 150 litres ; marquage CE + N° organisme notifié). Aucune incohérence relevée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 29 : Contrôle de l'état de l'équipement

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/12/2015, article L.557-29
Thème(s) : Risques accidentels, Équipement sous pression
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est responsable de l'entretien, de la surveillance et des réparations nécessaires au maintien du niveau de sécurité du produit ou de l'équipement. Il retire le produit ou l'équipement du service si son niveau de sécurité est altéré.
Constats : Pas de non respect constaté pour l'équipement VASE d'EXPANSION 2 GITRAL.
Observations : Lors de la visite de terrain du 28/03/23, l'inspection est allée vérifier l'état général de l'ESP VASE d'EXPANSION 2 GITRAL. Absence de fuites sur l'équipement, absence d'échappement ou de fuite de soupape, absence de déformation, état général des supports satisfaisant, absence de corrosion.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 30 : Modification des quantités de R152a du stockage intermédiaire

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article 1.2
Thème(s) : Situation administrative, Modifications des installations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le déclarant à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale, est portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet, qui peut exiger une nouvelle déclaration.
Constats : L'exploitant n'a pas porté à la connaissance du préfet la modification des quantités de gaz R152a actuellement entreposées sur son site en stockage intermédiaire pendant la phase de remplacement du R134a.
Observations : Le jour de la visite du 28/03/23, il a été constaté la présence en extérieur d'un stockage intermédiaire de gaz R152a sous forme de 14 réservoirs de 1 m ³ . Or, l'APA autorise en phase de remplacement du gaz R134a un stockage intermédiaire maximum de 6000 litres pour le gaz R152a. L'exploitant aurait dû informer l'inspection des installations classées de l'augmentation des quantités de R152a de son stockage intermédiaire au détriment de celles de R134a et des conditions de stockage différentes pour le R152A. L'exploitant portera ses informations complémentaires à la connaissance du préfet dans un avenant au PAC déjà déposé en début d'année 2023.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 31 : Stockage intermédiaire de R152a

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/08/2021, article 5.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Organisation des stockages
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Les principaux stockages présentent les caractéristiques suivantes : [...] Stockage intermédiaire - Éthanol (une cuve fixe en inox de 6 m ³ , quatre cuves mobiles de 1 m ³) et Gaz R152a (quatre cuves de 1 m ³) : <ul style="list-style-type: none">- mur coupe-feu REI 120 entre les stockages d'éthanol et de gaz ;- détection incendie ;- moyens de lutte contre l'incendie ;- protection de la chaleur par un toit ;- dispositifs d'absorption ;- détection de fuite au niveau de la rétention ;- détection de niveau de remplissage avec alarme sonore en cas de niveau haut ;- adéquation du matériel électrique. [...]
Constats : Quatorze cuves de gaz R152a de 1 m ³ chacune sont entreposées en tant que stockage intermédiaire en extérieur sans auvent de protection contre les radiations solaires et sans moyen d'extinction incendie à proximité et sans qu'aucune information préalable de la DREAL n'ait été faite sur ces modifications apportées au stockage intermédiaire.
Observations : Lors de la visite de terrain du 28/03/03, il a été constaté le stockage en extérieur de gaz R152a (aux propriétés inflammables) sous forme de 14 réservoirs IBC de 1 m ³ , sans présence à proximité de moyens de défense incendie et sans auvent de protection contre les rayons du soleil. Compte tenu des quantités en présence, cette installation devrait relever du régime de déclaration au titre de la rubrique ICPE 4718-1-b et respecter les dispositions de l'AMPG correspondant. A cet effet, l'article 4.2.B de l'AM du 23/08/05 prescrit au minimum la mise en œuvre de deux extincteurs à poudre ABC d'une capacité minimale de 9 kg, situés à moins de 20 mètres du stockage en réservoirs transportables de gaz inflammable liquéfié soumis à déclaration. L'exploitant devra se conformer à l'ensemble des dispositions de l'AM du 23/08/05.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 60 jours